



## Quand la parole ne vaut pas action

*Philippe Crevel*

La croissance, c'est du travail, du capital et du progrès technique, mais c'est aussi, et avant tout, du mouvement. C'est la capacité des femmes et des hommes à mettre en œuvre des processus permettant de créer et de vendre des produits ou des prestations de service performants. Or, aujourd'hui, en Occident, et tout particulièrement en France, la vitesse de création ralentit au point de décourager les initiatives. Entre l'annonce d'un projet et sa réalisation, les délais peuvent atteindre plus de dix ans. L'exploitation d'une mine relève d'un parcours du combattant. La construction d'une ligne à grande vitesse, comme celle prévue entre Bordeaux et Toulouse, nécessitera une vingtaine d'années. Le réseau de métros du Grand Paris lancé officiellement en 2009, ne sera pleinement opérationnel qu'en 2030 — s'il n'y a pas de nouveaux retards.

Les activités économiques sont de plus en plus contraintes par des règles d'urbanisme d'une rare complexité. L'élaboration d'un schéma de cohérence territoriale (SCoT) ou d'un Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), qui détermine les règles d'utilisation du sol sur un territoire donné, nécessite en moyenne quatre ans, mais ce délai peut dépasser dix ans. De nombreuses décisions publiques se perdent dans les limbes. L'engagement de construire six nouvelles centrales nucléaires, pris par Emmanuel Macron en 2022, prévoyait une mise en service en 2035 ; celle-ci est déjà repoussée à 2038, alors même que les modalités de financement n'ont pas encore été arrêtées.

Cette lenteur ne touche pas seulement les projets publics. Les relations économiques dans le secteur privé se tendent également du fait de la multiplication des obligations légales de conformité. Cette pesanteur bureaucratique est le symptôme d'une économie fortement administrée, où les dépenses publiques représentent plus de 57 % du PIB — un record européen.

En Occident, la paralysie des actions publiques et privées découle aussi de la cristallisation des oppositions au sein d'une société fragmentée. Les citoyens multiplient les recours tout en s'indignant de l'impuissance des pouvoirs publics. Celle-ci nourrit, en réaction, la montée des populismes : les régimes autoritaires apparaissent, aux yeux de certains, plus efficaces. Les démocraties, désarçonnées par la multiplication des ingérences facilitées par les technologies numériques, voient leur consensus se déliter sous l'effet de la polarisation des opinions. Au nom de la liberté d'expression et de la presse, elles se montrent désarmées face aux nouvelles formes de guerre informationnelle. La période actuelle rappelle, à certains égards, celle des années 1930 où le fascisme exerçait une inquiétante fascination dans de nombreux pays.

Force est de constater que le monde s'organise aujourd'hui autour de trois grandes puissances. Les États-Unis et la Chine dominent le champ économique, tandis que la Russie, dotée du plus vaste territoire et de capacités militaires considérables, conserve un pouvoir de nuisance

significatif. L'Europe, qui s'est construite depuis plus de soixante-dix ans sur la démocratie et le commerce, ne doit pas transiger sur ses valeurs, faute de quoi elle disparaîtra au profit d'un retour des nationalismes belliqueux. Même si la tentation du repli diffère selon les peuples, un renforcement de l'Union européenne demeure une ardente obligation, tant sur le plan économique que sur le

plan militaire. Marché intégré de plus de 450 millions d'habitants, doté d'une forte densité d'infrastructures et d'un niveau de formation élevé, le Vieux Continent a les moyens de sortir renforcé des grandes mutations économiques, environnementales, technologiques et géopolitiques en cours.

*25/10/2025*